

CERTIFICATS D'ECONOMIES D'ENERGIE ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Document à compléter de façon lisible et de préférence en majuscules. Les champs précédés d'un astérisque (*) sont obligatoires.

EBS ENERGIE	E.B.S ENERGIE	PARTENAIRES
	SIREN N° 533 333 118	Référence dossier :

A/ BAR-TH-171 (v. A74.3) : Mise en place d'une pompe à chaleur (PAC) de type air/eau.

*Date d'engagement de l'opération (ex : date d'acceptation du devis) : **01/10/2025**

Date de preuve de réalisation de l'opération (ex : date de la facture) : **16/10/2025**

Référence de la facture : **FA4251016-1**

*Pour les personnes morales , nom du site des travaux ou nom de la copropriété :

*Adresse des travaux : **83 RUE DE LAVAUR**

Complément d'adresse : **PARCELLE CADASTRALE : 000 / AN / 0141**

*Code postal : **63500**

*Ville : **ISSOIRE**

* Bâtiment résidentiel existant depuis plus de 2 ans à la date d'engagement de l'opération : **OUI** **NON**

*Type de logement : Maison individuelle Appartement

*Le logement est occupé à titre de résidence principale : **OUI** **NON**

*Surface chauffée par la PAC installée (m²) : **130**

Caractéristiques de la pompe à chaleur (PAC) :

*La pompe à chaleur est de type air/eau et est installée pour une application :

Basse température

Moyenne ou haute température

NB : Une application à basse température est une application dans laquelle un dispositif de chauffage des locaux par pompe à chaleur fournit sa puissance calorifique déclarée pour une température de sortie de l'échangeur thermique intérieur de 35 °C.

NB : Une application à moyenne ou haute température est une application dans laquelle un dispositif de chauffage des locaux par pompe à chaleur fournit sa puissance calorifique déclarée pour une température de sortie de l'échangeur thermique intérieur d'au moins 55 °C.

NB : Une solution mixte de chauffage des locaux associe différents types d'émetteurs de chauffage fonctionnant à basse température pour les uns et à moyenne ou haute température pour les autres ; elle est alors considérée comme une application à moyenne ou haute température.

*La PAC est équipée d'un régulateur : **OUI** **NON**

*Classe du régulateur : **5**

*Efficacité énergétique saisonnière (ηs) (en %) : **122**

L'efficacité énergétique saisonnière (ηs) est calculée selon le règlement (EU) n° 813/2013 de la commission du 2 août 2013.

NB : L'efficacité énergétique saisonnière prise en compte est celle de la pompe à chaleur seule pour les besoins de chauffage des locaux (hors dispositif de régulation).

*Usage couvert par la PAC :

Chauffage

Chauffage et eau chaude sanitaire

*Une note de dimensionnement a été remise au bénéficiaire : **OUI** **NON**

A ne remplir que si les marque et référence de la pompe à chaleur ne sont pas mentionnées sur la preuve de réalisation de l'opération :

*Marque : **SAMSUNG**

*Référence : **BI-BLOC EHS 12M 12KW MONOPHASE AE120AXEDEH-EU+AE160ANYDEH MOYENNE TEMPERATURE**

NB : La présente opération n'est pas cumulable avec les opérations relevant des fiches BAR-TH-148 « Chauffe-eau thermodynamique à accumulation » si la PAC est utilisée pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire.

La présente opération n'est pas cumulable avec les opérations relevant de la fiche BAR-TH-143 « Système solaire combiné (France métropolitaine) ».

Le professionnel ayant réalisé l'opération est titulaire d'un signe de qualité répondant aux mêmes exigences que celles prévues à l'article 2 du décret n° 2014-812 du 16 juillet 2014 pris pour l'application du second alinéa du 2 de l'article 200 quater du code général des impôts et du dernier alinéa du 2 du I de l'article 244 quater U du code général des impôts et des textes pris pour son application. Ce signe de qualité correspond à des travaux relevant du 5° (dans le cas d'une PAC assurant uniquement le chauffage du logement) ou du 5° et du 6° (dans le cas d'une PAC assurant le chauffage du logement et de l'eau chaude sanitaire) du I de l'article 1er du décret précité.

Identité du professionnel titulaire du signe de qualité ayant réalisé l'opération, s'il n'est pas le signataire de cette attestation (sous traitant par exemple) :

*Nom : **Nom Dirigeant**

*Prénom : **Prenom dirigeant**

*Raison sociale : **Ecol Install**

*N° SIRET : **789456123**

B/ Bénéficiaire de l'opération d'économies d'énergie* Nom du signataire : **MASTK**Prénom du signataire : **CALVIN**

* Pour les bénéficiaires personnes morales, préciser :

* Raison sociale du bénéficiaire :

* Numéro SIREN du bénéficiaire :

A défaut : le bénéficiaire atteste sur l'honneur qu'il est dépourvu de numéro SIREN en cochant cette case :

(mentionner la raison sociale et le numéro SIREN du syndic dans le cas des copropriétés).

* Fonction du signataire :

* Adresse : **83 Rue de Lavaur**

Compléments d'adresse :

* Code postal : **63500*** Ville : **Issoire**Pays : **FRANCE**

Pour une opération engagée jusqu'au 31 mars 2021, indiquer les coordonnées suivantes :

Téléphone :

Mobile :

Courriel :

Pour une opération engagée à compter du 1^{er} avril 2021, indiquer les coordonnées suivantes :(*) Téléphone : **+33621457820**

(Indiquer un numéro de téléphone fixe ou de téléphone portable)

(*) Courriel : **CALVMASTK@GMAIL.COM**

(Indiquer « néant » si le bénéficiaire ne dispose pas d'une adresse de courriel)

* La totalité du matériel a été installée par un tiers : oui non

L'installation est nécessairement réalisée en totalité par un tiers :

- lorsque la fiche requiert une qualification spécifique du professionnel installateur ;
- lorsque le bénéficiaire est une personne physique.

* Dans le cas où au moins une partie du matériel n'a pas été installée par un tiers, mes services techniques ont mis en œuvre ou achevé l'opération (ex. : installation de toutes les lampes, de toutes les pommes de douche, etc.) : oui non* Non concerné par ces cas (l'opération ne nécessite aucune installation de matériel) : oui non

* Cocher l'une des deux cases suivantes : à l'issue des opérations d'économies d'énergie :

Je suis : le seul propriétaire (final) ou le locataire des équipements installés ; ou le syndic de la copropriété où prend place l'opération d'économies d'énergie ; ou l'occupant du logement où prend place l'opération d'économies d'énergie et je finance cette opération ; ou la personne recevant le service acheté ;

Je suis le maître d'ouvrage, l'un des propriétaires des équipements installés, ou l'affectataire (au titre du transfert de compétence entre collectivités territoriales) des biens sur lesquels ont lieu l'opération.

Le bénéficiaire ne peut prétendre qu'une seule fois à une contribution versée dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie.

En tant que bénéficiaire de l'opération d'économies d'énergie, j'atteste sur l'honneur :

- que E.B.S ENERGIE m'a apporté une contribution individualisée (action personnalisée de sensibilisation ou d'accompagnement, aide financière ou équivalent). Cette contribution m'a incité à réaliser cette opération d'économies d'énergie ;
- que je fournirai exclusivement à E.B.S ENERGIE l'ensemble des documents permettant de valoriser cette opération au titre du dispositif des certificats d'économies d'énergie, notamment la facture (ou à défaut une autre preuve de la réalisation effective de l'opération) ;
- que je ne signerai pas, pour cette opération, d'attestation sur l'honneur semblable avec une autre personne morale ;
- l'exactitude des informations que j'ai communiquées ci-dessus sur les caractéristiques de mon bien (type de bâtiment, surfaces, énergie de chauffage, etc.) et que la ou les opérations d'économies d'énergie décrites ci-dessus ont été intégralement réalisées. Je suis informé que je suis susceptible d'être contacté par les services du ministère chargé de l'énergie (ou tout organisme désigné par le ministère chargé de l'énergie) ou par E.B.S ENERGIE ou son partenaire (ou tout organisme désigné par ceux-ci), dans le cadre d'un contrôle concernant la nature de l'opération et la réalisation effective de celle-ci. La réalisation effective d'un contrôle à la demande du demandeur ou de son partenaire (ou tout organisme désigné par ceux-ci) peut être une des conditions imposées par ces derniers pour le versement de leur contribution au financement de l'opération. Je m'engage à répondre aux demandes qui me seront faites dans le cadre des contrôles et, le cas échéant, à permettre l'accès au lieu de l'opération pour la réalisation de ces contrôles ; concernant la nature de l'opération et la réalisation effective de celle-ci ;
- que les économies d'énergie réalisées par cette opération ne viennent pas réduire les émissions de gaz à effet de serre d'une installation classée visée à l'article L. 229-5 du code de l'environnement dont je suis l'exploitant ;
- qu'aucune aide à l'investissement de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) n'a été reçue ou ne sera sollicitée pour cette opération ou qu'une aide à l'investissement de l'ADEME a été reçue ou sollicitée et que le calcul et la décision d'attribution de cette aide prennent en compte la délivrance de certificats d'économies d'énergie.

Fait à **ISSOIRE**

*Le / /

***Signature du bénéficiaire**

Pour les personnes morales, son cachet et la signature du représentant

C/ Professionnel ayant mis en œuvre l'opération d'économies d'énergie ou assuré sa maîtrise d'œuvre

* Nom du signataire : **DEMO NOM**

Prénom du signataire : **DEMO PRENOM**

* Fonction du signataire : **PRÉSIDENT**

* Raison sociale : **DEMO ENERGIE**

* Numéro SIRET : **45024887700018**

* Adresse : **34 avenue de la république**

* Code postal : **93170**

* Ville : **Bagnolet**

Pour une opération engagée jusqu'au 31 mars 2021 , indiquer les coordonnées suivantes :

Téléphone :

Mobile :

Courriel :

Pour une opération engagée à compter du 1 er avril 2021 , indiquer les coordonnées suivantes :

(*)Téléphone : **0145443323**

(indiquer un numéro de téléphone fixe ou de téléphone portable)

(*)Courriel : **CONTACT@QHARE.FR**

(indiquer : « néant » si le bénéficiaire ne dispose pas d'une adresse de courriel)

* En tant que représentant de l'entreprise :

ayant mis en œuvre ; ou

ayant assuré la maîtrise d'œuvre

de l'opération d'économies d'énergie, j'atteste sur l'honneur :

- que je fournirai exclusivement à **E.B.S ENERGIE** l'ensemble des documents permettant de valoriser cette opération au titre du dispositif des certificats d'économies d'énergie, notamment la facture (ou à défaut une autre preuve de la réalisation effective de l'opération);
- que je ne signerai pas, pour cette opération, d'attestation sur l'honneur semblable avec une autre personne morale ;
- l'exactitude des informations que j'ai communiquées ci-dessus sur les caractéristiques techniques relatives à l'opération d'économies d'énergie et, le cas échéant, sur les qualifications professionnelles requises pour mettre en œuvre cette opération;
- que la ou les opérations d'économies d'énergie décrites ci-dessus ont été intégralement réalisées et que j'ai respecté les conditions de leur réalisation, conformément à ou aux fiches d'opérations standardisées d'économies d'énergie concernées. Je suis informé que je suis susceptible d'être contacté par les services du ministère chargé de l'énergie (ou tout organisme désigné par le ministère chargé de l'énergie) dans le cadre d'un contrôle concernant la nature de l'opération et la réalisation effective de celle-ci.

Fait à **ISSOIRE**

(*)Le/./.....

(*)Cachet et signature du professionnel

R1/ Revenus du ménage bénéficiaire de l'opération(*) Nom du signataire : **Mastk**Prénom du signataire : **Calvin**(*) Adresse : **83 Rue de Lavaur**

Complément d'adresse :

(*) Code postal : **63500**(*) Ville : **Issoire**Pays : **FRANCE**

Téléphone :

Mobile :

Courriel :

Pour une opération engagée à compter du 1er avril 2021, indiquer les coordonnées suivantes :

(*) Téléphone : **+33621457820**

(indiquer un numéro de téléphone fixe ou de téléphone portable)

(*) Courriel : **CALVMASTK@GMAIL.COM**

(indiquer : « néant » si le bénéficiaire ne dispose pas d'une adresse de courriel)

(*) Cocher l'une des deux cases suivantes : en tant que bénéficiaire de l'opération d'économies d'énergie, j'atteste que :

 Les revenus de mon ménage sont inférieurs aux plafonds du tableau B et supérieurs ou égaux aux plafonds du tableau A ci-dessous, et mon ménage comporte :

(*) Nombre de personnes :

Si mon ménage comporte plusieurs foyers fiscaux et que les pièces justificatives des revenus sont les avis d'imposition :

(*) Nombre de foyers fiscaux :

(*) Nom (s) et prénom (s) du (des) premier (s) déclarant (s) des autres foyers fiscaux :

 Les revenus de mon ménage sont inférieurs aux plafonds du tableau A ci-dessous(*) Nombre de personnes : **1**

Si mon ménage comporte plusieurs foyers fiscaux et que les pièces justificatives des revenus sont les avis d'imposition :

(*) Nombre de foyers fiscaux :

(*) Nom (s) et prénom (s) du (des) premier (s) déclarant (s) des autres foyers fiscaux :

Tableau A

Nombre de personnes composant le ménage	Plafonds de revenus du ménage en Île-de-France (€)	Plafonds de revenus du ménage pour les autres régions (€)
1	23 768	17 173
2	34 884	25 115
3	41 893	30 206
4	48 914	35 285
5	55 961	40 388
Par personne supplémentaire	7 038	5 094

Tableau B

Nombre de personnes composant le ménage	Plafonds de revenus du ménage en Île-de-France (€)	Plafonds de revenus du ménage pour les autres régions (€)
1	28 933	22 015
2	42 463	32 197
3	51 000	38 719
4	59 549	45 234
5	68 123	51 775
Par personne supplémentaire	8 568	6 525

Fait à **ISSOIRE**

(*) Le/./.....

(*) Signature du bénéficiaire

MENTIONS FINALES

Les informations recueillies font l'objet de traitements informatiques pour le ministère chargé de l'énergie, sous la responsabilité de la Direction générale de l'énergie et du climat, destinés au contrôle des demandes de certificats d'économies d'énergie (CEE) et à évaluer le dispositif des CEE. Dans ce cadre, vous êtes susceptible d'être contacté, à l'initiative du ministère chargé de l'énergie, pour l'évaluation ou la réalisation d'un contrôle sur place de la bonne réalisation de l'opération. En signant le présent document, vous reconnaisez votre consentement au traitement de vos données. Conformément à la loi no 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer aux traitements des données vous concernant. Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données dans ce dispositif, vous pouvez contacter le responsable de traitement de ces données à l'adresse suivante :

Direction générale de l'énergie et du climat, Ministère de la transition écologique et solidaire, 92055 La Défense Cedex. « ou par courriel : cee@developpement-durable.gouv.fr » ou le délégué à la protection des données à l'adresse suivante : dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr. « Si vous estimez, après avoir contacté le responsable de traitement ou le délégué indiqué ci-dessus, que vos droits ne sont pas respectés, vous avez également la possibilité d'adresser une réclamation relative aux traitements mis en œuvre à la Commission nationale de l'informatique et des libertés.. Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à éviter les doubles-comptes de certificats d'économies d'énergie. Le destinataire des données est : E.B.S. ENERGIE dont le siège est situé au 1 Boulevard des Lices 81100 CASTRES. N° de téléphone 05.63.75.79.60 (prix d'un appel local). La société E.B.S. ENERGIE tient à rappeler son engagement à respecter scrupuleusement la confiance que vous lui accordez et à appliquer strictement les obligations de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée dite « informatique et libertés » et de ses décrets d'application. Nous nous engageons à respecter les dispositions de cette loi et notamment celles concernant les informations personnelles que vous pourriez être amenés à nous communiquer dans le cadre de votre utilisation du site <http://www.ebs-energie.fr>. De plus, il est rappelé aux signataires de la présente attestation sur l'honneur que toute fausse déclaration expose notamment aux sanctions prévues au code pénal (article 441-7) : Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait : 1° D'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ; 2° De falsifier une attestation ou un certificat originairement sincère ; 3° De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié